

INFOS-PAIX “Spécial Election”

13 avril 2007

Edito



Dans quelques semaines, nous aurons à élire un nouveau ou une nouvelle Président(e) de la république. Ses prérogatives en matière de « défense » seront toujours aussi importantes, notamment celle « d'appuyer sur le bouton » nucléaire. Quelle sera sa vision pour un monde de paix ?

Cette campagne électorale est marquée par une forte exigence de citoyenneté, plutôt de bonne augure pour la démocratie. Mais pour concevoir la paix comme culture entre les citoyens, entre les peuples, la paix comme processus permanent, la paix comme vecteur indispensable des changements sociétaux, du chemin reste à faire dans les consciences, les engagements et dans les actes. Le Mouvement de la Paix a fait le pari au cours de cette campagne de permettre aux citoyens d'être informés pour pouvoir faire de vrais choix. Cette démarche ne s'inscrit pas dans une démarche partisane. Le Mouvement de la Paix ne soutiendra aucun candidat, ni à l'occasion de l'élection présidentielle, ni à l'occasion des élections législatives.

Pour répondre au besoin d'information et donner aux citoyens les moyens d'intervenir dans le débat public, le Mouvement de la Paix a publié “30 urgences pour cultiver la paix du quartier à la planète”. Il a interpellé l'ensemble des candidats à l'exception de celui du Front National.

Marie-Georges Buffet, José Bové et Dominique Voynet ont pris le temps de répondre de manière approfondie et argumentée, annonçant des engagements précis.

François Bayrou et Philippe De Villiers ont fait des réponses de courtoisie, sans engagement réel.

Nous publions la réponse d'Arlette Laguiller à la sollicitation de nos amis d'*Enseignants pour la Paix*.

A ce jour, les autres candidats n'ont pas répondu à cette sollicitation.

Nous publions dans cet Infos-Paix “spécial élection présidentielle” les réponses des candidats. Vous trouverez aussi des éléments comparatifs de leur programme respectif à partir de ce qui est rendu public.

Cette démarche de citoyenneté engagée ne s'arrête pas à l'échéance présidentielle. Elle se poursuit dans chaque département avec les élections législatives et au niveau national avec la consultation nationale du peuple de France qui se poursuit.

Arielle Denis et Pierre Villard

CO-PRESIDENTS DU
MOUVEMENT DE LA PAIX



Fiches 30 urgences pour cultiver la paix de mon quartier à ma planète

Téléchargeables sur le site : www.mvtpaix.org

Fiches imprimées disponibles sur commande pour le prix de 5 euros + port en écrivant à Le Mouvement de la Paix, “Maison de la Paix”, 9, rue Dulcie September, 93400 Saint-Ouen ou par courriel à boutique@mvtpaix.org

Quelle France pour la

Tous les candidats postulant à l'élection présidentielle ont été sollicités par le Mouvement de la Paix. Ils ont été invités à se prononcer sur les "30 urgences pour cultiver la paix du quartier à la planète", mais aussi à argumenter et détailler leur programme en la matière.

AU moment de boucler Planète Paix, Marie-Georges Buffet et José Bové, avaient fait des réponses argumentées. Dominique Voynet était en passe de le faire. François Bayrou, aussi, a répondu par une lettre. Vous trouverez ci-dessous de premiers éléments comparatifs sur deux thèmes synthétisés qui font grandement partie des "30 urgences" et qui ont place dans la construction de la culture de la paix du quartier à la planète. Ces comparatifs ont été réalisés à partir des réponses des candidats et des programmes publiés ou accessibles sur les sites officiels. L'intégralité des réponses parvenues, le suivi des rencontres et des éléments de comparaison pourront être consultés sur le site : www.mvtpaix.org.

A chacun de fonder son vote citoyen sur la qualité et la crédibilité qu'il accorde aux prises en compte (ou leur absence) de ses préoccupations.

Politique de défense – Budget militaire – Armes nucléaires

François Bayrou :

- Pas de domaine réservé du Président, mais droit du Parlement
- Hausse du budget militaire en particulier pour le "renseignement" économique et la recherche militaire
- Avancer vers la défense européenne, partisan d'un deuxième porte-avions européen
- Droit d'ingérence selon le degré d'instabilité d'un pays en fonction d'une analyse faite par la communauté internationale et l'ONU
- Reformuler la doctrine de la dissuasion, rénover l'OTAN, aller vers un désarmement nucléaire progressif
- Service civique universel.

Olivier Besancenot :

- Sortie de l'OTAN et suppression immédiate des armes de destruction massive
- Réduction du budget de la défense.

José Bové :

- Budget militaire à revoir à la baisse, abandon du M51
- Politique nucléaire à revoir, respect du TNP
- Défense de l'Europe hors OTAN et action pour la dissolution de l'OTAN
- Intervention internationale éventuelle sous

- l'égide de l'ONU, dans le cadre de la Charte
- Propriété publique des industries de défense.

Marie-George Buffet :

- Baisse des dépenses militaires par exemple en arrêtant le M51, les nouvelles têtes nucléaires et les essais en laboratoire avec le laser mégajoule
- Lutte contre le commerce des armes, reconversion et diversification civiles des industries d'armement
- Respect du TNP, conférence internationale pour aller vers le désarmement multilatéral
- Dissolution de l'OTAN, pas de bases américaines ou OTAN en Europe.

Philippe de Villiers :

- Hausse de 5% du budget de la défense
- Service civique.

Arlette Laguiller :

- Baisse du budget militaire
- Politique de désarmement nucléaire.

Ségolène Royal :

- Nouveau livre blanc pour les options stratégiques majeures et les risques de l'avenir, vu dans une perspective européenne
- Plutôt que l'OTAN, s'inscrire dans des coopérations européennes et une politique européenne de défense
- Maintien de la force de frappe avec préservation de sa capacité, pas de deuxième porte-avions nucléaire.

Nicolas Sarkozy :

- augmentation des moyens de projection militaire à l'étranger et de frappe en profondeur
- force de dissuasion et deuxième porte-avions
- fermeté sur la non-prolifération nucléaire
- engagement dans la "Politique européenne de sécurité et de défense".

Dominique Voynet :

- Pas de domaine réservé et contrôle du parlement
- Gel des crédits au nucléaire militaire, abandon du M51
- Baisse du budget militaire, transfert vers une armée européenne
- 1% budget de la défense dédié à la recherche de la paix et de la résolution des conflits

paix ?

- Contrôle des transferts d'armes, fermeture des bases en Afrique
- Respect du TNP et de son article 6, engagement vers une zone sans armes nucléaires en Europe, interdiction des bombes à sous-munitions et destruction des stocks
- Plan de reconversion des industries d'armement
- Droit syndical pour les militaires, service civique volontaire.

Politique internationale – Conflits dans le monde – ONU

François Bayrou :

- Renforcement de l'ONU
- Renoncer au pillage des cerveaux, effacement des dettes
- Aides conditionnées au respect des droits de l'Homme et à des élections libres
- Rôle accru de l'Europe au Proche-Orient.

Olivier Besancenot :

- Abandon des dettes des pays africains, indépendance monétaire
- Rompre avec la "FrançAfrique" et retrait des 10 000 soldats français stationnés en Afrique.

José Bové :

- Contrôle du parlement sur la politique africaine, mise à plat des accords de défense et des bases militaires, fin des pratiques néo-coloniales de la "FrançAfrique"
- La France et l'Europe ne doivent pas s'associer aux politiques agressives des Etats-Unis, pas de lien privilégié transatlantique
- Rôle de l'ONU accru y compris lors des catastrophes naturelles, respect de la Charte
- Action pour le désarmement et le règlement politique des conflits, pour la culture de la paix
- Réforme de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale
- Annulation des dettes, aides publiques au développement sous contrôle du parlement, respect et préservation des services publics des pays du Sud comme pour les nôtres
- Au Proche-Orient, fin de l'occupation et de la colonisation, Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël, frontières de 1967, conférence internationale sous l'égide de l'ONU
- Mission Finul réellement de paix et de sécurisa-

tion durable pour les populations civiles au Liban, retrait des troupes américaines, de l'OTAN et françaises de l'Irak et de l'Afghanistan.

Marie-Georges Buffet :

- France et Europe doivent être des acteurs internationaux indépendants, d'un type nouveau oeuvrant à la solution politique des conflits
- Arrêt de l'occupation de l'Irak et appui de l'ONU pour sa souveraineté
- Réforme des institutions internationales (ONU, FMI, OMC,...), mandat ONU si intervention d'une force internationale
- L'Europe doit être une zone hors AGCS, lutte contre les paradis fiscaux,
- Monnaie commune mondiale de co-développement, aide publique au développement en augmentation pour atteindre les 0,7% du PIB, annulation de la dette des pays pauvres, accès aux soins et aux médicaments partout
- Pas de soutien aux régimes bafouant les droits de l'Homme, en finir avec la "FrançAfrique", évacuation des bases en Afrique
- Contrôle strict du commerce des armes et interdiction du trafic des armes
- Conférence internationale pour la Paix au Proche-Orient sous l'égide de l'ONU
- ONU démocratisée avec renforcement des pouvoirs de l'Assemblée générale.

Philippe de Villiers :

- Diplomatie française au service des souverainetés nationales, renforcement de l'image de puissance d'équilibre de la France
- Ministère du co-développement interlocuteur des pays du Tiers-monde, prioritairement francophones.

Arlette Laguiller :

- Politique active de médiation au Proche-Orient.

Ségolène Royal :

- Vocation européenne de notre diplomatie : dimension méditerranéenne et vers l'Est de l'Europe, refonder les relations avec les Etats-Unis
- Contre les paradis fiscaux y compris en Europe, interdire le secret bancaire
- Aide publique au développement montée à 0,7% du PIB, taxe Tobin et taxe sur les transports étendue à d'autres que les avions





- Créer une "ONU économique", avec un Conseil mondial du développement durable, la réforme de l'OMC, du FMI, de la BM, un pouvoir renforcé pour l'OIT, une Organisation mondiale de l'environnement pour le protocole de Kyoto et la biodiversité, une PAC mondiale avec traçabilité et labels sociaux
- Annulation de la dette des pays les plus pauvres, développement de la francophonie
- Rupture avec la "FrançAfrique", présence de l'Europe
- Conf. internationale pour le Proche-Orient.

Nicolas Sarkozy :

- Sécurité de nos compatriotes et défense de nos intérêts vitaux dans le monde, députés pour les français à l'étranger, maintien de la force de dissuasion, fidélité à l'Alliance Atlantique
- Impératifs sociaux et écologiques dans les négociations commerciales internationales
- A l'OMC, exception agricole pour l'Afrique pour aller vers l'autosuffisance et les cultures vivrières, coopération Sud-Sud, service civique pour la coopération
- Suppression de la dette des pays pauvres qui font des efforts vers la biodiversité, partenariat euro-méditerranéen
- En Afrique, relations transparentes et officielles entre pays démocratiques

- Au Proche-Orient, création d'un Etat palestinien et retrait de Gaza, coopération avec les pays de la région, Israël en tête.

Dominique Voynet :

- Plus de domaine réservé du Président
- Fin du secret bancaire et des paradis fiscaux, contrôle fiscal des entreprises qui délocalisent
- Taxe Tobin et taxes similaires sur les transports et sur les ventes d'armes
- Réforme de l'ONU et des institutions internationales, siège de l'UE au Conseil de Sécurité
- Faire une ONU de l'environnement, développer la Justice Pénale Internationale et le contrôle international des ventes d'armes
- En finir avec le G8 et retrait français dès maintenant, gel de l'AGCS
- Aider à la solidarité internationale et hausser l'aide publique au développement à 0,7% du PNB au lieu des 0,39% actuels
- Annulation inconditionnelle et immédiate de la dette des pays pauvres, gel des avoirs d'origine douteuse des gouvernants du Sud
- En Afrique, fermeture des bases militaires françaises, audit public d'historiens sur les responsabilités de la France depuis 1945.

*Pages réalisées par
Raoul Alonso, Gérard Halie,
Josette Hérou, Pierre Villard.*

EN SAVOIR PLUS

Le conseil constitutionnel a validé 12 candidatures à la présidence de la République

François Bayrou
www.bayrou.fr
Olivier Besancenot
www.besancenot2007.org
José Bové
www.unisavecbove.org
Marie Georges Buffet
www.mariegeorge2007.org

Philippe De Villiers
www.p2v.fr
Arlette Laguiller
www.arlette-laguiller.org
Jean-Marie Le Pen
www.lepen2007.fr
Frédéric Nihous
www.nihous2007.fr

Ségolène Royal
www.desirsdavenir.com
Nicolas Sarkozy
www.sarkozy.fr
Gérard Schivardi
www.schivardi2007.com
Dominique Voynet
www.blog.voynet2007.fr

Adhérez au Mouvement de la Paix

Rejoignez le mouvement pacifiste français.



- Adhésion au Mouvement de la Paix et abonnement à Planète Paix : **50 euros**
- Adhésion seule : **22 euros**

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint un règlement à *Combat pour la Paix – Planète Paix* de :

- CCP Chèque bancaire

Bulletin d'adhésion à expédier avec votre règlement en chèque à Planète Paix, Maison de la Paix : 9, rue Dulcie September, 93400 Saint-Ouen. Tél : 01 40 12 09 12. Fax : 01 40 11 57 87. Courriel : national@mvtpeix.org

“30 urgences pour cultiver la paix” du quartier à la planète”

1. Culture de la paix et de la non-violence

- 1.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 1.1. Etes-vous prêt à créer une mission interministérielle pour une culture de la paix ?
- 1.2. Quelles initiatives comptez-vous prendre pour que l'Etat œuvre concrètement à la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix ?
- 1.3. Etes-vous prêt à donner à la journée internationale de la Paix (21 septembre) un caractère officiel de promotion de la Culture de Paix dans tous les espaces de la société ?
- 1.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

2. Education

- 2.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 2.1. Etes-vous favorable à l'inscription effective de l'éducation à la paix dans les programmes et manuels ?
- 2.2. Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à la paix dans la formation initiale et continue des enseignants ?
- 2.3. Etes-vous prêt(e) à mettre en place dans le système éducatif, les formations à la médiation et au dialogue pour la résolution non-violente des conflits ?
- 2.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

3. Dépenses

- 3.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 3.1. Etes-vous favorable à une diminution conséquente du budget militaire ?
- 3.2. Etes-vous favorable à la fermeture des salons de l'armement en France, comme presque partout en Europe ?
- 3.3. Etes-vous prêt(e) à agir pour la reconversion et la diversification civile des industries d'armement, en concertation avec les salariés et les populations concernées ?
- 3.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

4. Désarmement

- 4.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?

- 4.1. Etes-vous favorable en France à l'arrêt immédiat des programmes de nouveaux missiles M-51 et des nouvelles têtes nucléaires ?
- 4.2. Etes-vous favorable à ce que la France stoppe ses essais nucléaires en laboratoire au Barp près de Bordeaux ?
- 4.3. Etes-vous favorable à ce que la France prenne des initiatives fortes comme la réunion à Paris d'une conférence internationale pour le désarmement nucléaire ?
- 4.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme ?

5. ONU

- 5.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 5.1. Que comptez-vous faire pour que la France respecte les engagements qu'elle a souscrits en matière économique et sociale (Objectifs du Millénaire pour le Développement) ?
- 5.2. Acceptez-vous la participation de représentants de la société civile au sein des délégations officielles françaises à l'ONU et dans les conférences internationales ?
- 5.3. Quelles initiatives prendrez-vous au sein de l'ONU pour mieux orienter et contrôler les politiques du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale ?
- 5.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

6. Europe

- 6.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 6.1. Etes-vous prêt à soutenir comme préambule d'une éventuelle constitution européenne que "l'Europe rejette la guerre comme instrument de résolution des conflits internationaux et reconnaît le droit à la Paix comme un droit fondamental" ?
- 6.2. Etes-vous prêt à agir pour une Europe zone dénucléarisée ?
- 6.3. Etes-vous favorable au démantèlement des bases militaires des USA et de l'OTAN en Europe ?
- 6.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

7. Conflits

- 7.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 7.1. Etes-vous favorable à l'évacuation des bases militaires françaises des anciennes colonies ?
- 7.2. Entendez-vous promouvoir un

Traité international réglant strictement le commerce des armes ?

- 7.3. Comment concevez-vous l'action de la France pour qu'au Darfour, en Tchétchénie, au Tibet..., cessent les exactions ?
- 7.4. Quels engagements, envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

8. Proche et Moyen-Orient

- 8.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 8.1. Etes-vous déterminé(e) à exiger une date de retrait des troupes d'occupation en Irak et le lancement d'un processus de reconstruction sous l'égide de l'ONU ?
- 8.2. Que ferez-vous pour relancer – notamment par une conférence internationale – un processus de négociations pour la paix au Proche-Orient, s'appuyant sur les résolutions de l'ONU.
- 8.3. Quelle initiative comptez-vous prendre pour faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée ?
- 8.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

9. Droits humains

- 9.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 9.1. Etes-vous prêt à agir pour le respect du droit d'asile et son élargissement ?
- 9.2. Etes-vous favorable au droit de vote des étrangers et à la régularisation des sans-papiers ?
- 9.3. Comment comptez-vous acquitter la "dette" de la France à l'égard des populations des anciennes colonies françaises ?
- 9.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

10. Mondialisation

- 10.0. Que pensez-vous des propositions ci-dessus ?
- 10.1. Comptez-vous annuler la dette des pays pauvres ?
- 10.2. Comment pensez-vous favoriser la libre circulation des connaissances scientifiques et technologiques ?
- 10.3. Comptez-vous honorer l'engagement de la France de porter l'aide au développement à 0,7% du PIB ?
- 10.4. Quels engagements envisagez-vous d'inscrire dans votre programme électoral ?

José Bové

Candidat pour une alternative à gauche

Il faut penser et prévoir la sécurité et la paix autrement qu'en termes exclusivement militaires. Et ce, dès l'école, où l'accent sera notamment mis sur l'histoire de la France et des participations aux guerres coloniales, trop souvent ignorées des programmes. De manière générale, les notions de conflit et de diplomatie seront réintroduites au sein des disciplines telles que les sciences économiques, l'histoire ou les langues, afin de sensibiliser les élèves sur ces différents processus et sur l'importance des relations internationales.

Pour ce faire, une mission évaluera les besoins au sein du ministère de l'éducation nationale pour permettre la réforme des contenus pédagogiques dans le sens des mesures présentées précédemment.

Sur le plan diplomatique, La France, avec ses partenaires européens, prendra des initiatives pour contribuer à réduire fortement les risques et les facteurs d'insécurité, en particulier la pauvreté massive et le sous-développement, les conflits non résolus, les tensions et les crises exacerbées par les politiques de puissance, le non respect du droit et de la souveraineté des peuples.

C'est à la racine des insécurités qu'il faut s'attaquer. On ne peut, en effet, continuer, sans risques graves pour la stabilité du monde, à nourrir l'escalade des tensions et des crises par des logiques de force et des entreprises militaires qui ne font qu'augmenter l'insécurité globale.

La France sera la plus active, avec ses partenaires de l'Union, pour susciter un climat international de plus grande détente et confiance, et pour le désarmement. Elle cherchera à entraîner ses partenaires européens pour obtenir le respect du Traité de non-

prolifération par tous et dans son intégralité, l'interdiction de la diffusion du nucléaire militaire et l'engagement d'un processus de désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé concernant tous les pays aujourd'hui détenteurs de l'arme nucléaire.

Il faut aller vers l'élimination de toutes les armes nucléaires dans le monde. La France s'opposera à toute nouvelle course aux armements. Elle refusera la banalisation de l'utilisation de l'arme nucléaire sous la forme de mini-bombes, prônée par J.Chirac et les U.S.A comme armes de "prévention", rompant même avec les philosophies antérieures de la dissuasion et les conventions internationales, notamment le TNP. Elle n'engagera aucun budget pour développer de nouvelles armes nucléaires, fermera le Centre d'essai des Landes et abandonnera notamment le projet de missile M 51.

Elle respectera et contribuera à faire respecter le traité d'interdiction générale des essais nucléaires.

Elle s'opposera à la militarisation de l'espace.

Elle contribuera activement à la réalisation au niveau de l'ONU d'un traité international sur le commerce des armes et l'élimination des trafics illicites. Elle instituera un contrôle parlementaire sur ses propres exportations d'armes. Elle interviendra en faveur de l'extension du champ d'application de la Convention d'Ottawa afin d'y inclure les bombes à sous-munitions et toutes autres sortes d'armes nouvelles qui, par leur pouvoir destructeur et leur mode de déclenchement s'apparentent aux mines antipersonnel.

Elle n'acceptera de contribuer à

des opérations militaires extérieures, seule ou avec certains de ses partenaires européens, que sur un mandat explicite de l'ONU, pour des missions de prévention des conflits, de protection des populations civiles, de sécurisation de maintien de la paix, dans le cadre de processus politiques de règlement des crises conformes à la Charte des Nations Unies et à l'intérêt des peuples concernés.

Elle sera en permanence à l'initiative, y compris dans le cadre de l'Union européenne,

Pour la résolution politique négociée des conflits.

Pour une contribution active de la France dans la résolution politique des conflits, La France refusera de contribuer à l'entreprise guerrière des Etats-Unis mise en oeuvre dans le cadre de la stratégie hégémonique dite du Grand Moyen Orient.

Au Proche-Orient, avec l'Union européenne, elle agira pour la fin de l'occupation et de la colonisation, pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, pour l'édification d'un Etat palestinien indépendant, à côté de l'Etat d'Israël, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Afin d'aboutir à un règlement négocié garantissant une paix juste et durable et la garantie de la sécurité pour tous, la France prendra les initiatives nécessaires pour la convocation d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour l'application de l'ensemble des résolutions des Nations Unies y compris celles concernant la question des réfugiés et de leur droit au retour. Dans l'immédiat, elle exigera la reprise des aides financières à l'Autorité palestinienne, le démantèlement du mur d'annexion, la fin des bouclages et la levée des

barrages militaires.

Au Liban, la France agira pour que la FINUL assume une mission réelle de paix et de sécurisation durable en particulier pour toutes les populations civiles, dans le cadre d'un processus politique devant aboutir au retrait total des troupes israéliennes, à un cessez-le-feu définitif, à la garantie de la souveraineté libanaise, au respect de l'intégrité territoriale et de la frontière israélo-libanaise internationalement reconnue.

En Irak et en Afghanistan, la France s'engagera pour le retrait des troupes américaines et celles de l'OTAN. Elle retirera ses propres contingents d'Afghanistan. Elle agira pour la redéfinition de politiques d'aide et de soutien sans ingérence à ces deux pays qui doivent pouvoir retrouver le chemin de la démocratie, de la sécurité, de la reconstruction et du développement en toute indépendance.

La France doit agir pour des relations internationales plus solides. La France donc veillera à la pérennité de l'ONU et à sa transformation, au respect des valeurs et des principes inscrits dans sa Charte, à l'exigence d'une réforme d'ensemble lui assurant une plus grande représentativité et une plus forte légitimité universelle (par exemple le renforcement des pouvoirs de l'assemblée générale, une réforme de la composition et des fonctions du conseil de sécurité, la fin du droit de veto des membres permanents), dans l'objectif de promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales, et les principes permettant que le droit international ne soit plus pris en otage par la mondialisation et la loi du plus fort.

La France proposera d'instaurer une hiérarchie des normes du droit international afin d'en supprimer les multiples dispositions contradictoires et de donner la prééminence aux normes et exigences sociales, sanitaires, environnementales et culturelles. Elle proposera de créer un instrument d'arbitrage indépendant chargé de les faire respecter.

La France agira en faveur d'une refondation complète des institutions financières internationales, où tous les pays seront associés, pour que celles-ci soient dégagées du poids et des contraintes des marchés financiers, pour promouvoir un nouveau type de développement, et de nouveaux mécanismes de régulation financière mondiale.

Actuellement, le FMI et la Banque Mondiale, institutions contrôlées par les pays les plus puissants et les plus riches, ne répondent qu'à une logique de gestion financière et de rentabilité des investissements des banques des pays développés, sans souci des droits humains et des conséquences sociales et environnementales, comme l'on démontré le gestion de la dette et l'imposition de plans d'ajustements structurels imposés aux pays les plus faibles. Les critères de prêts et les modes de décisions d'institutions financières internationales refondées devraient permettre de redéfinir de façon transparente des missions qui correspondent aux besoins réels du développement des pays concernés et permettre à ceux-ci de conserver pleinement la maîtrise de leur choix et de leurs ressources.

La France proposera une réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce afin que, dans le cadre du système des Nations Unies, celle-ci régule effectivement le commerce mondial et cesse d'être un instrument de dérégulation, afin que soient contrôlées les activités des firmes transnationales et que soient respectés les droits des peuples. Ce qui implique une révision en profondeur des finalités de l'OMC et des accords existants, en particulier de l'AGCS, de l'accord sur l'agriculture, de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle, de l'accord sur les obstacles au commerce.

La France et ses partenaires de l'Union européenne pèseront pour que les pays qui cherchent à se libérer de la tutelle des institutions financières et des politiques néo-libérales, en Amérique latine, en Afrique, en Asie,

soient largement soutenus sur le plan international et voient leur souveraineté confortée.

Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires qui permettent l'évasion de sommes colossales, la France agira avec détermination au niveau européen et international pour :

- Etablir la "traçabilité" des transactions financières et la transparence des mouvements de fonds et des patrimoines,
- lutter contre l'impunité en renforçant la coopération judiciaire et fiscale entre Etats, en favorisant un espace judiciaire européen doté d'un pôle financier ayant accès au secret bancaire.

Pour une politique de défense au service de la sécurité pour la France, pour l'Europe et pour le Monde, la France, avec ses partenaires européens, sera porteuse de paix véritable, de justice sociale et de démocratie. Elle s'attachera à transformer la politique européenne de défense et à promouvoir une conception nouvelle de la sécurité, comme une question humaine basée sur la solidarité.

Nous installerons les conditions d'une maîtrise et d'un contrôle public, démocratique et notamment parlementaire de la politique de défense et de sécurité.

Nous bannirons en particulier tout soutien et toute intervention militaire au profit de régimes dictatoriaux, autoritaires et corrompus. La politique africaine de la France ne relèvera plus du "domaine réservé" du président de la République. Elle sera mise sous contrôle du Parlement. Les accords de défense seront remis à plat, ainsi que le maintien de bases permanentes de l'armée française.

Une réévaluation de certains choix sera menée : niveau du budget militaire, armement nucléaire et dérive vers une logique d'emploi, volonté de placer la défense de l'Europe sous l'égide de l'OTAN, privatisation des industries de défense qui, relevant de l'intérêt général, doi-

vent être propriété publique.

La France combattra la construction d'une Europe fondée sur une volonté de domination internationale. L'Union européenne – en refusant tout alignement sur les Etats-Unis – doit jouer un rôle positif pour la paix dans le monde et pour coordonner des initiatives de sécurité collective.

La France agira pour la dissolution de l'OTAN, et pour de nouvelles coopérations européennes et internationales de sécurité et de défense. C'est la conception même de la sécurité internationale qu'il faut redéfinir dans un monde reconnu comme instable, imprévisible et dangereux, où les dépenses pour le surarmement ont dépassé les 1 100 milliards de dollars en 2005. Nous agissons pour que la France s'oppose fermement à la militarisation en cours des relations internationales, à la logique de guerre et à la stratégie unilatérale américaine qui ne font qu'accentuer l'insécurité, la violence et le terrorisme.

Concernant l'accueil des migrants, voici quelques unes des mesures que nous nous engageons à prendre :

- Les modalités du droit d'installation des étrangers seront fixées **dans le respect absolu de la dignité et des droits fondamentaux des personnes**, en relation avec les principes essentiels de développement des pays du Sud et de l'objectif de souveraineté de tous les peuples.
- **La loi CESEDA** sera abrogée. Le droit à la nationalité est reconnu à

tous les étrangers qui font leur vie dans ce pays et y ont établi leur résidence permanente. Les conditions d'accès à la nationalité seront facilitées par une simplification de tous les règlements.

- **Les lois Pasqua, Debré, Chevènement, Méhaignerie, Guigou seront abrogées** et remplacées par une loi garantissant le droit du sol et les droits des étrangers ;
- les mesures suivantes seront proposées : – **dépénalisation du séjour irrégulier** ; – fermeture des centres de rétention ; – motivation des refus de visas long séjour permettant la possibilité de recours contre l'arbitraire administratif ; – transformation de la commission de séjour en une instance délibérative transparente avec des débats publics et contradictoires ; – caractère suspensif de tous les recours ; – **abolition des restrictions imposées au regroupement familial** ; – suppression des contrôles portant sur la régularité du séjour lors du mariage ; – suppression de la compétence du ministère de l'intérieur, et donc de la police, dans la gestion de l'immigration et transfert de celle-ci à un ministère spécifique chargé de l'intégration et de la lutte contre les discriminations. Les visas de court séjour seront supprimés, le passeport suffisant.
- **Les femmes et les hommes sans-papiers seront immédiatement régularisés** avec une carte de séjour de dix ans.

- **Les droits politiques** déjà accordés aux citoyens européens pour les élections locales européennes seront immédiatement étendus à toutes et tous les résidents extra-communautaires.
- **Les emplois** ouverts aux résidents communautaires le seront pour toutes et tous les résidents étrangers.
- Les moyens nécessaires à **l'accueil et à la bonne insertion des étrangers** seront mis en place (notamment par la mise en place de centre d'accueil et d'insertion, de cours de langue et d'éducation civique, d'une aide aux formalités administratives).
- **L'exploitation du travail clandestin** sera activement combattue.
- **La double peine sera totalement supprimée.**

La convention des Nations Unies sur la protection des travailleurs migrants et des membres de leur famille sera ratifiée.

Marie George Buffet

Candidate de la gauche populaire et antilibérale

1. Culture de la paix et de la non violence

Je suis en pleine convergence avec les propositions qui sont les vôtres concernant la culture de paix. Je crois qu'il faut "démilitariser" les esprits en même temps qu'il est nécessaire d'agir pour le désarmement, pour une sécurité collective qui fasse de la prévention une exigence primordiale. La culture de paix n'est donc pas qu'une pédagogie de la non-violence. C'est aussi un engagement sur des valeurs et des objectifs concrets pour construire des relations internationales plus civilisées, fondées sur le développement humain dans toutes ses dimensions et notamment dans celles qui touchent à la formation individuelle et collective : la culture, les arts, l'éducation...

D'où l'intérêt d'une mission interministérielle comme vous le proposez. Je retiens cette proposition.

Je crois que les programmes scolaires et plus généralement les contenus éducatifs devraient s'attacher bien davantage à traiter les mouvements sociaux, l'évolution de la conscience sociale, les résistances aux dominations et à la guerre... Le 20ème siècle est bien celui de deux guerres mondiales et de la guerre froide. Il n'en est pas moins aussi celui des libérations anti-coloniales et de mouvements pour la paix qui ont su mobiliser et sensibiliser des millions d'individus.

L'exigence de culture de paix, dans cet esprit, figure dans mon programme. Je suis favorable à l'idée de faire du 21 septembre, journée internationale de la paix, un moment officiel de promotion de la culture de paix.

2. Education à la paix et à la non-violence

Je suis d'accord avec l'ensemble de vos propositions. Je pense qu'il y

a place, dans l'enseignement, et à tous les niveaux, pour une éducation à la paix dans ses aspects éthiques, philosophiques, culturels, historiques ou touchant simplement à la communication.

Je pense que cette nécessité doit être évaluée et prise en compte en concertation avec les organisations pacifistes ont évidemment un rôle primordial à jouer. C'est un choix de société qui doit être assumé et pris en compte comme tel, jusqu'au niveau parlementaire.

3. Dépenses

L'esprit dans lequel vous présentez vos propositions me convient tout à fait. Je suis pour une véritable politique de désarmement et de baisse des dépenses militaires dans le monde et en France.

Je suis favorable à une diminution réelle du budget défense de la France en supprimant certains crédits pour de nouveaux armements. Cela peut concerner par exemple le missile M51 ou le laser mégajoule pour les essais en simulation. Je crois que l'annulation de crédits de ce type peut se faire sans porter atteinte à la sécurité du pays. C'est un choix pour impulser un désarmement multilatéral et contrôlé.

Dans cet esprit, je suis pour la fermeture des salons de l'armement.

Oui, je suis tout à fait disposée à l'action pour la reconversion et la diversification civile des industries d'armement qui doivent rester du domaine public. Ces processus ont besoin d'une concertation permanente avec les syndicats de salariés, en particulier dans les secteurs concernés. Dans certains groupes industriels de pointe de l'armement je pense au groupe Thomson par exemple les salariés eux-mêmes et leurs organisations ont été parfois conduits, dans la défense de l'emploi,

à travailler eux-mêmes collectivement, avec beaucoup de créativité, à des propositions de ce type. C'est une expérience très positive que je soutiens pleinement. Ces orientations font partie de mon programme.

4. Désarmement

Vos propositions se situent dans une logique de désarmement nucléaire que est la mienne. Je confirme que je suis favorable à l'arrêt immédiat des programmes M51 et de nouvelles têtes nucléaires, ainsi qu'à l'arrêt des essais en laboratoire. Mon programme inclut la nécessité pour la France d'être à l'initiative pour un désarmement nucléaire multilatéral. L'idée, que je retiens, d'une conférence internationale sur la question me paraît tout à fait légitime.

5. O.N.U

La valorisation, la réforme et la démocratisation de l'ONU constituent des éléments très importants dans l'ensemble de mes choix de politique étrangère. La charte est effectivement le grand texte de référence qui définit l'universalité, les buts et les principes des Nations Unies.

Une réforme d'ensemble est nécessaire pour que l'organisation dans ses fonctionnements et ses missions corresponde bien aux réalités de notre période. Il ne sera pas facile de mettre en cause, au sein de l'ONU, les rapports de puissances et de domination qui caractérisent les relations internationales. Il s'agit pourtant du cadre institutionnel privilégié dans lequel une telle mise en cause doit être entreprise. Augmenter les pouvoirs de l'Assemblée générale, introduire de nouveaux membres, notamment des pays du Sud, au Conseil de Sécurité, renforcer le rôle du Conseil économique et social, donner du poids aux ONG et à ce qu'on appelle la société civile... il y a beaucoup de

changements nécessaires pour adapter l'ONU aux aspirations montantes à la souveraineté, à la démocratie, à l'égalité, au développement et à la sécurité.

Réaliser en 2015 comme prévu les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est une expérience minimale et impérative. Pourtant, les bilans intermédiaires montrent que si rien ne change dans les politiques conduites, ces objectifs ne seront pas atteints.

La France et l'UE peuvent renforcer leur engagement. C'est même indispensable. Cela nécessitera une refonte des politiques d'aide et de coopération de la France avec le Sud et notamment les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Les « Vingt Sept » méditerranéennes et de leur relation avec les ACP. Ces politiques sont aujourd'hui fondées sur des choix néo-libéraux régressifs. L'ouverture de zones de libre échange en constitue le cœur. Ce n'est pas ainsi que l'on peut contribuer au développement pour les peuples concernés.

Je crois aussi qu'il faut aller plus loin. La France devrait prendre l'initiative de la tenue d'une Conférence mondiale des Nations Unies pour les OMD, à mi-chemin, c'est-à-dire dès la fin 2007 ou en 2008 pour appeler à une relance solennelle des processus nécessaires et s'appuyer sur la forte sensibilité des opinions publiques aux questions de la solidarité, de la coopération, du développement contre la faim, contre la pauvreté, les pandémies et toutes les crises que subissent les pays du Sud.

Je propose, enfin, dans mon programme, une refondation des institutions financières internationales qu'il faut démocratiser et intégrer dans le système des Nations Unies. Les critères de l'octroi des prêts doivent être profondément modifiés, avec une mise en cause des plans d'ajustement structurels.

6. Europe

J'approuve l'ensemble de ces propositions, y compris l'idée d'un rejet solennel de la guerre dans un texte

fondamental de l'Union européenne, avec la reconnaissance d'un droit à la paix. Je pense que la France doit agir pour un désarmement multilatéral et contrôlé sur le plan international et notamment en Europe. La multiplication de zones dénucléarisées dans un tel processus serait une bonne chose.

Je suis favorable à une dissolution de l'OTAN dans la construction d'une autre politique de sécurité en Europe. Cela figure dans mon programme. L'Europe devrait effectivement être exemple de bases américaines ou de l'OTAN.

7. Conflits

Quelques visites à l'étranger, en particulier au Mali, en Algérie et en Afghanistan, m'ont confirmé la réalité du lien étroit entre développement, démocratie et sécurité même si chaque pays vit ses propres réalités, et des évolutions spécifiques souvent complexes. L'exigence de la prévention des conflits me paraît primordiale et le meilleur moyen de lutter contre les crises et les guerres se trouve dans la satisfaction des besoins sociaux et la garantie d'un Etat de droit.

Je suis particulièrement attachée à l'exigence de la résolution négociée des conflits dans le respect du droit international et des résolutions des Nations Unies qui fondent une légitimité.

Lors de mon voyage à Bamako à l'invitation d'Aminata Traoré, ancienne ministre de la culture du Mali, les militants de la société civile, les femmes, les personnalités que j'ai écoutées ont témoigné avec force de leur attente d'un changement profond dans les relations franco-africaines. Il faut en finir avec la « Françafrique ». Et avec le soutien à des régimes corrompus et autoritaires, avec le pillage des richesses de ce continent, pillage auquel la France est loin d'être la seule à contribuer. Il faut rendre publics les accords franco-africains portant sur la défense et les matières premières.

Dans cet esprit, je suis favorable à l'évacuation des bases militaires françaises en Afrique ; je suis pour l'interdiction du trafic d'armes et le contrôle

strict du commerce des armes, par exemple dans le cadre d'un traité international, voire d'un registre de ce commerce tenu par l'ONU.

La France doit rappeler systématiquement l'exigence du respect des droits de l'homme dans ses relations internationales. Elle doit être à l'initiative à l'ONU, dans ses contacts diplomatiques bilatéraux et multilatéraux pour que s'exprime concrètement un devoir de solidarité avec les peuples victimes de répression. Au besoin, des résolutions adaptées doivent être votées par les Nations Unies et les organisations régionales comme l'Union africaine, comprenant la définition de moyens politiques et sécuritaires nécessaires à la résolution des conflits. Mais aucune intervention de force internationale ne peut être décidée sans un mandat des Nations Unies sur la base d'un accord ou d'un consensus politique auquel il faudra contribuer pour donner une vraie chance au retour à la stabilité et à la sécurité. Ces orientations et propositions font partie de mon programme.

8. Proche et Moyen-Orient

Vos propositions correspondent tout à fait à l'esprit des miennes. Il faut résolument changer de politique au Moyen-Orient. L'accumulation des crises qui s'y développent suscite beaucoup d'inquiétude. Il est temps qu'une initiative majeure soit prise pour contribuer à en sortir.

La convocation d'une Conférence internationale, sous l'égide de l'ONU, pour une solution au conflit israélo-palestinien est la principale urgence. J'en ai fait un des 15 engagements prioritaires de mon programme afin d'aller vers l'édification d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Le droit au retour des réfugiés doit être reconnu et son application nécessitera une négociation. Un processus politique de règlement, incluant la libération des prisonniers et le démantèlement du mur d'an-

nexion, contribueraient à une baisse des tensions au Moyen-Orient, à l'instauration d'un climat plus favorable à la lutte contre la militarisation et la course aux armements.

C'est aussi à toutes les autres crises que la France et ses partenaires de l'Union européenne doivent attacher une grande importance. Le retrait des troupes d'Irak s'impose avec un investissement politique régional et international déterminé pour recréer les conditions de la sécurité et de la reconstruction.

Toutes les ingérences doivent cesser au Liban dont la souveraineté doit être respectée. La France doit y veiller particulièrement. La FINUL doit y exercer son mandat dans cet esprit.

Le Moyen-Orient devrait devenir rapidement une zone dénucléarisée. L'Iran doit respecter le Traité de Non-prolifération comme tous les pays signataires de ce Traité, y compris les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité qui doivent eux-mêmes contribuer à un désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé conformément à l'esprit et à la lettre du TNP (voir en particulier son introduction et l'article 6).

J'ai pris l'engagement d'agir pour le désarmement nucléaire mais aussi pour l'élimination de l'ensemble des armes de destructions massives. On oublie trop, cependant, les autres types d'armes notamment les armes légères dont 600 millions environ sont en circulation dans le monde. On dénonce à juste titre le fait qu'elles confèrent de l'ONU sur le commerce illicite des armes légères, en juillet dernier, ait abouti à un échec.

Il est consternant que les Etats-Unis aient pu s'opposer à la tenue d'une autre Conférence de ce type dans les cinq ans à venir. La France devrait en dépit de cette attitude très négative relancer une initiative pour qu'une autre Conférence puisse tout de même se tenir.

9. Droits humains

Le respect du droit d'asile et son élargissement font partie de mes préoccupations et de mon programme dans un contexte d'une certaine montée des idées xénophobes, du racisme des pratiques d'exclusion. Il y a beaucoup à faire en France et en Europe pour l'égalité, le droit à la libre circulation des individus pour le vivre ensemble et la solidarité, à l'inverse des politiques conduites actuellement pour une « immigration choisie », qui est en fait une orientation fondée sur le tri sélectif, élitiste et répressif des migrants. C'est l'inacceptable politique de Nicolas Sarkozy qui cherche à « faire du chiffre » dans la reconduite aux frontières et l'interprétation particulièrement étroite de la législation française et notamment de l'asile.

C'est aussi le projet technocratique, inhumain et dangereux de la Commission de Bruxelles et du Commissaire Franco Frattini en particulier.

Mon programme comporte la proposition du droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers à toutes les élections (après 3 ans de résidence pour les élections locales et 10 ans pour les élections nationales). C'est mon 11ème engagement prioritaire.

Il faut évidemment annuler la dette des pays du Sud, notamment les dettes à la France. Quant à la « réparation » ou à la dette française vis-à-vis de ses anciennes colonies, il faut en faire admettre aussi le principe à l'ensemble des anciennes colonies, il faut en faire admettre aussi le principe à l'ensemble des anciennes puissances coloniales. Chacune d'entre elle doit assumer sa responsabilité. La France doit assumer la sienne.

La contribution française au développement par une coopération bilatérale ou multilatérale, ou encore avec l'Union européenne, est probablement un moyen juste d'aider les pays concernés à surmonter les obstacles issus des conséquences du colonialisme et inhérents au sous-développement.

10. Mondialisation

J'approuve ces choix qui visent à rappeler quelques principes et choix politiques de base pour contribuer à un développement durable.

Oui, je suis pour l'annulation de la dette, en particulier celle des pays les moins avancés. Mais cela doit s'accompagner d'un abandon des plans d'ajustement structurels et des politiques libérales si l'on veut qu'une telle annulation puisse avoir des effets bénéfiques dans la durée.

Tous les accords de coopération devraient comprendre des clauses favorisant le transfert d'une maîtrise des technologies. Et la coopération devrait aussi porter largement sur la formation et la recherche. Ce n'est pas le chemin pris avec l'esprit très néo-libéral du libre échange et de la concurrence exacerbée dominant avec l'OMC.

L'APD doit effectivement être portée à 0.7% du PIB. La France doit respecter cet engagement, comme tous les autres pays développés.

Mais l'octroi de cette aide doit être changé dans ses méthodes et ses critères. Dans de nombreux Etats, les aides, en effet, ne parviennent pas aux populations ou institutions concernées du fait de la corruption et du manque de démocratie. Pour contre-carrer ces détournements, il est nécessaire de favoriser la transparence des circuits, le contrôle de l'utilisation des fonds en fonction des besoins. Je pense que les organisations de la société civile, les ONG pourraient jouer un rôle important dans cette voie. Il est en tous les cas nécessaire d'aider toutes les forces qui agissent pour la démocratie et un Etat de droit.

Enfin, il faut sortir de façon urgente et durablement la coopération avec le Sud des réseaux occultes, des exigences de la rentabilité financière pour s'extraire des dominations, des pillages et s'attacher aux nécessités du développement humain.

Dominique Voynet

Candidate des Verts

Vous m'avez interpellée et questionnée sur mon projet et je vous en remercie.

Vous êtes nombreux à m'écrire. Cela témoigne d'un vif intérêt pour le programme que je porte. Malheureusement, les moyens dont je dispose pour cette campagne ne me permettent pas de répondre dans le détail aux très nombreuses questions de votre fascicule. Je vous propose donc des réponses globales sur chacun des 10 thèmes abordés dans vos questions.

1. Culture de la paix et de la non-violence

Nous adhérons aux propositions que vous formulez. La création d'une mission interministérielle pour une culture de la paix pourrait être une solution. Concrètement, les Verts proposent plusieurs mesures pour promouvoir une culture de non-violence et de paix, à différents niveaux :

- initiation des élèves à la communication non violente dans le système éducatif
- engagement de la France en faveur d'une zone sans armes nucléaires en Europe
- engagement de la France à œuvrer en faveur d'une conférence des Nations Unies sur le désarmement
- gel des crédits militaires, fermeture des bases militaires en Afrique (sauf celles du programme RECAMP), plan de reconversion des industries d'armement
- affectation de 1% du budget français de la défense à la paix, à la prévention et la résolution des conflits

Notre programme électoral contient ces engagements.

Nous sommes d'accord pour donner à la journée internationale de la paix un caractère officiel de promotion de la culture de paix.

2. Education à la paix et à la non-violence

Une fois encore, vos propositions rejoignent celles des Verts. Nous sommes favorables à l'inscription effective de l'éducation à la paix dans les programmes et manuels. Nous pensons qu'à tous les échelons du système éducatif, enseignants et enseignés doivent être formés à la communication non-violente, à la coopération plutôt qu'à la compétition, à l'éducation à la paix et à la résolution non-violente des conflits. Ces engagements figurent dans notre programme.

3. Dépenses militaires

Nous sommes d'accord avec vos propositions. Notre programme prévoit une diminution conséquente des budgets militaires. L'effort budgétaire de la France en faveur de la défense est déjà très important et supérieur à la moyenne de l'Union européenne. Un niveau budgétaire stabilisé à 2 % du PNB pourrait être une règle s'appliquant à l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Nous sommes favorables à la fermeture des salons de l'armement. Le plan de reconversion des industries d'armement mais aussi l'interdiction de nouveaux types d'armement et la signature de nouveaux traités de non-prolifération sont aussi dans notre programme, au même titre que l'abandon progressif des programmes liés à la dissuasion nucléaire.

4. Désarmement

Nous sommes à nouveau d'accord avec vous. Nous sommes favorable en France à l'arrêt immédiat des programmes de nouveaux missiles M-51 et des nouvelles têtes nucléaires. Nous sommes également favorables à l'interruption des essais nucléaires en laboratoire au Barp. Nous souhaitons que la France prenne des initiatives

diplomatiques fortes, telles que la réunion d'une conférence internationale pour le désarmement nucléaire, ou même la dénucléarisation unilatérale. Ces engagements figurent eux aussi dans notre programme.

5. ONU

Dans l'ensemble, nous sommes d'accord avec vos propositions. La France doit respecter les engagements souscrits en matière économique et sociale (Objectifs du Millénaire pour le Développement) ; cela doit être une des priorités du nouveau gouvernement, ainsi qu'une loi d'orientation et de programmation pour une coopération solidaire (réforme et accroissement de l'aide publique au développement). La participation de représentants de la société civile au sein des délégations officielles françaises à l'ONU serait un progrès. En ce qui concerne le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale, nous proposons de les transformer en agences de l'ONU. Nous proposons également la fin des conditionnalités imposées par la Banque Mondiale et le FMI en matière de politique économique (privatisations, libéralisation, politique fiscale ou budgétaire...). Ces engagements figurent dans notre programme.

6. Europe

Nous sommes d'accord avec vos propositions. Nous sommes prêts à soutenir l'inscription "l'Europe rejette la guerre comme instrument de résolution des conflits internationaux et reconnaît le droit à la Paix comme un droit fondamental" dans le préambule d'une constitution européenne. Nous sommes pour la dénucléarisation de l'Europe, et également pour la dissolution de l'Otan. La dénucléarisation est déjà inscrite dans notre programme.

7. Prévention et résolution pacifique des conflits

A nouveau, nous partageons vos vues. Nous sommes favorables à la fermeture des bases militaires françaises en Afrique (sauf là où elles soutiennent le programme RECAMP). Nous souhaitons que la France s'engage pour interdire la production, l'utilisation et le transfert des bombes à sous munitions, pour détruire les stocks et favoriser un accord international sur cette question. Nous désirons également que toute vente d'armes soit soumise à la décision du Parlement, qui étudiera

chaque cas en collaboration avec une commission extra-parlementaire intégrant des représentants d'ONG de défense des droits de l'homme. Nous souhaitons que la France se prononce fermement contre les interventions soudanaise au Darfour, russe en Tchétchénie et chinoise au Tibet. Nous défendons le droit des peuples à l'autodétermination. Ces engagements sont presque tous inscrits dans notre programme (sauf le cas du Darfour, de la Tchétchénie et du Tibet, trop précis pour avoir été cités dans le programme).

Je vous invite aussi à consulter mon site :

<http://projet.voynet2007.fr/>

et mon blog de campagne :

<http://blog.voynet2007.fr/>

où vous trouverez mon contrat écolo, mon programme complet, la foire aux questions (FAQ) et mes interventions de terrain ou en meeting.

Philippe de Villiers

Candidat du Mouvement pour la France

Madame la Présidente,

Vous avez eu l'amabilité, à l'approche de l'élection présidentielle à laquelle je suis candidat, d'attirer mon attention sur les préoccupations de tous ceux que vous représentez.

Sachez que je ne manquerai pas d'en prendre connaissance avec la plus grande attention. Toutefois, compte tenu du grand nombre de demandes qui me parvient chaque jour, je ne suis pas en mesure de répondre dans l'immédiat et de façon détaillée à l'ensemble de vos interrogations. Je vous remercie par avance de votre bienveillante compréhension.

Cependant, j'ai d'ores et déjà transmis votre courrier à mes collaborateurs.

Vous pouvez compter sur moi pour tenir compte de l'ensemble de vos propositions dans le cadre de la campagne de vérité que je souhaite conduire devant les Français.

Mon souhait est de représenter tous les Français qui souffrent et que l'on n'entend jamais. Candidat de la majorité silencieuse, j'exprimerai, tout au long de cette campagne, les attentes de tous ceux qui, comme vous, se battent, là où ils sont, pour l'avenir de la France et des Français.

Je vous prie de croire, chère Madame, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Philippe de Villiers

PRÉSIDENT DU

MOUVEMENT POUR LA FRANCE

Arlette Laguiller

Candidate de Lutte Ouvrière

Nous accusons réception de votre courrier du 23 mars auquel nous nous excusons par avance de ne pouvoir répondre avec le niveau de précision demandé. Vous posez des questions importantes mais Arlette Laguiller est la porte-parole d'un tout petit parti politique. Contrairement à ceux qu'on appelle les grands candidats, elle ne dispose malheureusement pas d'une armée d'experts et de conseillers qui pourraient répondre à sa place avec la compétence et la précision voulues, et elle n'a pas non plus, un secrétariat suffisamment nombreux pour répondre aux centaines de questionnaires qui lui sont adressés par des comités et des associations qui défendent la population.

Nous partageons votre souci d'éducation et de lutte pour la paix, même si l'histoire récente du Rwanda ou de l'ex-Yougoslavie nous a appris à ne pas compter sur l'ONU pour cela. Nous remarquons que ceux que l'on nous présente comme les grands candidats à la présidentielle n'osent pas toucher au budget militaire. Ainsi par exemple, l'armée de terre embauche et vient de lancer une grande campagne de publicité pour faire savoir qu'elle a 13 000 postes à pourvoir, soit presque 10 % de ses 134 000 militaires professionnels. Pour

bien des jeunes qui galèrent entre petits boulots et chômage, cela apparaîtra peut-être comme une solution, même si on peut se demander si les formations dispensées seront valables dans le civil, comme l'affirme l'armée. Cela montre que l'armée n'est apparemment pas soumise aux mêmes restrictions que les hôpitaux publics, l'Éducation nationale ou les services publics en général. Sarkozy et ceux qui l'entourent annoncent qu'ils voudraient ne plus remplacer les départs en retraite des fonctionnaires. À ce compte, si, un jour, il ne reste plus qu'un seul fonctionnaire, ce sera sûrement... un militaire.

Quant à Ségolène Royal, elle a dit à Dunkerque le 15 février qu'elle refuserait, contrairement à Sarkozy, la construction d'un deuxième porte-avions nucléaire, mais en précisant qu'elle maintiendrait inchangé l'effort militaire". Cette prudente précision ne l'a pas protégée des critiques, de Le Pen à Bayrou en passant par Sarkozy, qui lui ont reproché de mettre en cause la sécurité de la France. Devant ces réactions, Vincent Peillon, un des porte-parole du Parti socialiste a déclaré : "il ne s'agit pas de ne pas faire un second porte-avions, mais de ne pas le financer tout seul pour pouvoir

économiser quelques milliards d'euros". Ségolène Royal promettait de consacrer cet argent à l'Education nationale. Mais il n'a fallu qu'une journée pour que l'Education nationale doive se contenter du pont d'envol de ce porte-avions. Si les promesses de Royal se défont à ce rythme, qu'en restera-t-il au lendemain de l'élection ?

Vous comprendrez donc que si nous souhaitons tout comme vous "Réduire les dépenses militaires", nous ne comptons pas sur les engagements des grands partis politiques pour cela, ni sur l'ONU ou sur des "interventions de la France" qui ont toujours été, jusque là, un soutien aux pires dictateurs en Afrique.

Recevez nos salutations,

*Le secrétariat
d'Arlette Laguiller*

François Bayrou

Candidat de l'Union Démocratique Française

Chère Madame, Cher Monsieur,

Dans votre courrier en date du 21 février 2007, vous avez souhaité attirer l'attention de François Bayrou sur les propositions du Mouvement de la Paix, en appelant de sa part des précisions sur ces sujets. Les objectifs de paix, de justice, de sécurité, de dignité et de développement que vous défendez nous tiennent tout particulièrement à cœur. Il est inconcevable d'imaginer un projet pour la France sans garder à l'esprit les principes essentiels qui animent notre République. La Paix, les moyens de l'atteindre et la préserver, s'inscrivent dans le champ de fondamentaux politiques.

Il nous apparaît nécessaire de mettre en adéquations les objectifs et les moyens de la France en la matière. La réorganisation des missions des forces armées et de leurs moyens doit permettre de recentrer l'action extérieure de la France sur la prévention des conflits. Il s'agit par exemple de rattraper le retard que nous accusons en matière de renseignement et de réviser notre doctrine nucléaire de même que notre programme d'armement dans des termes plus réalistes, moins dispendieux et plus opérationnels.

Ces efforts s'entendent dans le cadre d'organisations internationales renouvées, fondées sur la défense des droits humains et des principes démocratiques. À ce titre, il est capital d'instaurer un contrôle effectif du commerce de l'armement, et en particulier de celui des armes de petit calibre qui alimentent sans fin les conflits locaux.

Il s'agit là d'une raison de l'engagement de François Bayrou pour l'Afrique, qui réside centre de ses propositions en matière de politique étrangère, avec le Proche et le Moyen Orient, question dans laquelle notre investissement dans la résolution du conflit israélo-palestinien et la reconnaissance de l'Etat palestinien tiennent une place capitale.

J'espère avoir su apporter les réponses aux questions dont vous avez bien voulu me faire part, et je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Marielle de Sarnez

DIRECTRICE DE CAMPAGNE
DE FRANÇOIS BAYROU

Ségolène Royal

Parti Socialiste

Monsieur,

Vous avez souhaité me présenter les 30 groupes urgences pour cultiver la paix. Je vous en remercie. J'en ai pris connaissance avec intérêt.

Je veux vous dire que, philosophiquement et politiquement, je considère la recherche de la paix, son rétablissement, sa construction et sa défense comme étant la plus élevée des tâches qu'un chef d'Etat puisse avoir. J'ajoute que cette culture de paix doit être la plus largement répandue dans notre pays, pour combattre l'indifférence aux malheurs de l'autre, de l'étranger.

Je rends hommage à notre Education nationale et à tous les enseignants qui promeuvent les valeurs de la République, parmi lesquelles le refus de la violence interpersonnelle, mais aussi de la violence d'Etat à Etat.

Je rends aussi hommage au travail effectué en la matière par tous les mouvements d'éducation populaire laïque, philosophiques, mais aussi religieux, qui placent la défense des valeurs de paix et de non-violence au cœur de leur projet éducatif.

Je rends hommage à la prise de conscience, assez récente, du rôle de l'Etat et des services en charge de la mémoire et du patrimoine. Leur travail, la promotion d'un tourisme de mémoire par exemple, met le citoyen d'aujourd'hui face aux réalités cruelles des guerres d'hier.

Je rends hommage, enfin, aux acteurs des heures sombres de notre histoire. Aux anciens combattants, aux anciens résistants qui, comme Lucie Aubrac, ont été des passeurs de mémoire jusqu'au bout. En remuant la mémoire, ils l'ont empêché de s'endormir et d'occulter la barbarie inhérente à la guerre.

Je rends évidemment hommage aux associations pacifistes, dont je salue la constance.

Toutefois, je constate une différence dans notre approche de la résistance à la violence. Un chef d'Etat ne peut s'en remettre à la bonne fois de ses interlocuteurs pour assurer la sécurité de ses concitoyens. Au contraire, il doit doter son pays d'un outil de défense crédible, pour assurer son indépendance vis-à-vis de grandes puissances militaires étrangères ou d'alliances.

C'est la principale raison pour laquelle je me suis engagée à maintenir l'indépendance militaire de la France. Mais c'est parce que je crois en la coopération entre nos démocraties que je souhaite que notre outil de défense soit à la pointe des initiatives. La coopération dans le domaine de la défense est un puissant garde-fou contre ce que François Mitterrand décrivait comme l'un des pires poisons guerriers : le nationalisme.

C'est donc bien d'une armée française, républicaine, démocratique et européenne que je parle. Mais c'est sur la détermination du Président de la République que repose la crédibilité de notre dissuasion, ultime garantie de la paix. La défense conditionne aussi la pérennité de la nation, sa capacité à faire respecter sa liberté, la manière dont elle entend, avec ses partenaires européens, construire une communauté de destin. Elle doit être l'affaire de tous. Chacun doit pouvoir comprendre pourquoi nous avons besoin d'une défense et ce que nous devons attendre de la politique de défense : C'est sur une vision claire de ces enjeux que peut se construire la meilleure des défenses : celle qui s'enracine dans la confiance des citoyens.

Le monde d'aujourd'hui ne ressemble pas à celui qui nous avait été promis à la fin des années quatre-vingt, quand le rideau de fer qui séparait l'Europe s'est brisé. C'est pourquoi j'entends, à partir de l'analyse

des menaces d'aujourd'hui, maintenir et adapter notre effort de défense, appuyé sur une confiance renouvelée des citoyens.

Le réveil des nationalismes, la crise ouverte du Proche et du Moyen-Orient, l'âpreté de la compétition pour les matières premières et l'énergie, demain, sans doute les conflits pour l'accès à l'eau, le réchauffement climatique et le creusement des inégalités Nord-Sud dessinent un univers dangereux, où la paix doit relever de nouveaux défis. Mais ce sont la prolifération, le terrorisme et les nouveaux désordres du monde qui constituent les menaces les plus tangibles.

La prolifération concerne les armes nucléaires, chimiques, biologiques, ainsi que les moyens balistiques. La prolifération nucléaire est la plus inquiétante. La France doit faire le choix d'une fermeté sans faille face à ce danger.

De la même façon, le développement du terrorisme fait partie des risques que doit résolument affronter la France. Nous devons être prêts à faire face à toute les menace terroriste d'ampleur visant la France, ses approvisionnements, mais aussi ses réseaux d'électricité, d'eau potable, de transports, de télécommunications... Notre système de défense doit donc être préparé à protéger les Français contre les risques d'attentats.

La situation du monde dans lequel nous vivons invite à un effort de défense adapté aux réalités d'aujourd'hui et de demain. Nous ne pouvons nous contenter de perpétuer des programmes conçus dans un contexte devenu obsolète. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réévaluation permanente de nos moyens, en fonction des menaces réelles. Il y a des choix à faire et c'est la responsabilité du Président

de la République de procéder aux arbitrages nécessaires, en en saisissant la nation et le Parlement, et en en expliquant la portée.

C'est pourquoi je souhaite qu'un nouveau livre blanc soit élaboré, afin de renouveler la vision stratégique de notre pays.

La solidité de notre défense repose sur l'adhésion de tous les Français aux principes qui la fondent. La professionnalisation ne doit pas aboutir à un desserrement du lien entre armée et nation.

Pour cela, il faut que la politique de défense et la définition de l'outil militaire fassent l'objet d'un débat national qui ne reste pas confiné aux cercles d'experts. Il est aussi nécessaire que le Parlement dispose de moyens sérieux de contrôle et qu'il

les exerce efficacement, afin de soustraire la défense au domaine réservé pour la réintégrer dans le domaine public. Il me paraît important que les militaires accèdent à la pleine citoyenneté ; les restrictions de tous ordres qui leur sont opposées seront levées. Enfin, notre jeunesse doit être associée à l'effort collectif de défense à travers un service civique court qui pourrait comporter un volet militaire.

Nous savons, depuis Valmy, que la défense de la patrie est l'incarnation la plus ardente de la solidarité nationale, l'expression vivante d'un attachement à des valeurs communes. A cet égard, je veux incarner la continuité de l'unité nationale car je sais que la République est la fore de la France. Sans unité nationale, il n'y a pas de politique de défense crédible

et durable.

Je veux donc maintenir et adapter notre effort de défense.

En conclusion, je forme le vœu que nos armées continuent de remplir leurs tâches de défense du territoire et de nos concitoyens et qu'elles portent au-delà de nos frontières nos valeurs de paix et de liberté.

Souhaitant avoir pu répondre à vos interrogations, je vous prie de recevoir, mes meilleures salutations.

Ségolène ROYAL

